

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 11/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PERNOD RICARD FRANCE SAS

6 Bld Violet - BP001

66300 Thuir

Réf : 2023-86-PR
Code AIOT : 0018300019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement PERNOD RICARD FRANCE SAS implanté 6 Bld Violet - BP001 66300 Thuir. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale sécheresse qui a pour objectif de vérifier le respect des prescriptions « sécheresse » et la capacité de l'exploitant à les mettre en œuvre.

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté d'autorisation du 04/03/2004 modifié et l'arrêté sécheresse du 23/02/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERNOD RICARD FRANCE SAS
- 6 Bld Violet - BP001 66300 Thuir
- Code AIOT : 0018300019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine PERNOD de Thuir est spécialisée dans la fabrication d'apéritifs à base de vins et de spiritueux destinés aux marchés nationaux et internationaux (Byrrh, Ambassadeur, Dubonnet, Cinzano, Vabé, Muscat de Rivesaltes, Soho, Crème de Cassis, Vodkas Seagram's, Suze, Gloss de Suze, Amer)

Cette usine a été construite initialement en 1892, elle est située au cœur de la commune de Thuir. Le site occupe une superficie de 86 304 m² dont 38 821 m² couverts.

Le site PERNOD est organisé en plusieurs zones de production qui accueillent les activités suivantes :

- stockage de matières premières,
- aires de chargement et déchargement,
- fabrication,
- stockage intermédiaire,
- embouteillage,
- stockage de produits finis.

Cette installation a fait l'objet d'un récépissé de déclaration n° 5029 délivré le 22 mai 1981 pour les rubriques 250 (fabrication de liqueurs), 361 B2 (installation de réfrigération) 55 et 56 (dépôt et emploi d'anhydrides sulfureux), 253 et 261 bis (dépôt et emploi de liquides inflammables) et d'une autorisation par antériorité officialisée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1952 du 11 juin 2001.

Dans le cadre d'une restructuration industrielle au sein de la société PERNOD, l'usine de Thuir a récupéré les activités de fabrication de la SUZE et du SOHO jusqu'à lors produits sur l'usine de Créteil. Cette extension a fait l'objet d'une demande d'autorisation avec enquête publique qui a abouti à l'arrêté d'autorisation n° 684 délivré le 04/03/2004 qui constitue l'acte administratif de référence.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de restriction en situation de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3.1.1	/	Sans objet
2	Bilan des mesures de gestion sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort que la société PERNOD RICHARD FRANCE a mis en place depuis de nombreuses années (plus de 10 ans) des actions afin de réduire son impact sur les prélèvements et limiter la consommation d'eau, à savoir notamment :

- arrêt des tours aéroréfrigérantes et donc arrêt des consommations d'eau associées.
- arrêt de la lubrification à l'eau des convoyeurs de bouteilles.
- arrêt du passage au froid des apéritifs à base de vin et donc réduction des nettoyages.
- chasse aux fuites et traitement dès détection.
- arrêt de la Ligne 2 en décembre 22 et remplacement par une nouvelle ligne équipée d'un dispositif de Nettoyage En Place (NEP) dédié avec recyclage de l'eau et des solutions de nettoyage, recyclage de l'eau de rinçage bouteilles/canettes.
- évolution du mix produit vers les spiritueux : réduction des NEP, nécessité de moins d'eau pour élaborer et conditionner les produits depuis 2018 (baisse de 27 %).
- réduction des volumes de production des apéritifs à base de vin / vin doux naturel : réduction des fréquences de nettoyage des cuves et des opérations de filtration nécessitant de l'eau.

Les bilans quantitatifs présentés sur plusieurs années confirment les efforts de cette entreprise ; à production constante les économies réalisées sont de l'ordre de :

- 20 % sur les 8 dernières années
- 8 % sur les 5 dernières années
- 27 % sur les 5 dernières années en consommation spécifique (volumes d'eau consommés par litre de produit finis conditionné) du fait de l'augmentation de la production sur l'usine de Thuir.

Par ailleurs les différentes mesures de sensibilisation et de réduction suite au passage des différents niveaux de gestion ont été mis en place.

Le passage au niveau de « crise sécheresse » par l'arrêté préfectoral du 10/05/2023, implique l'arrêt de l'usine de Thuir, suivant les modalités spécifiques prévues dans l'arrêté préfectoral de l'usine.

L'exploitant a demandé une modification des mesures de crise afin de les rendre cohérentes avec les mesures appliquées aux autres sites industriels.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de restriction en situation de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'action en situation de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.</p> <p>[...]</p> <p>Vigilance :</p> <ul style="list-style-type: none">• Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation• Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau• Limitations volontaires des usages de l'eau <p>Mesures générales dès le déclenchement du seuil d'Alerte :</p> <ul style="list-style-type: none">• Réalisation d'une surveillance accrue des rejets de la station d'épuration• relevé quotidien des dispositifs de mesure totalisateurs sur les différents points de prélèvement.• Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements journaliers• Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau. <p>Mesures spécifiques :</p> <ul style="list-style-type: none">• Alerte :<ul style="list-style-type: none">◦ Interdiction d'essais de poteaux incendie,◦ espacement des essais extinction automatique zone dépotage alcool (15 j => 1 mois),◦ interdiction de lavages n'induisant pas de risques sur la sécurité sanitaire des aliments ou la sécurité,◦ Préparation de changements éventuels sur le planning des élaborations et des conditionnements (préparation au passage en alerte renforcée)• Alerte renforcée :<ul style="list-style-type: none">◦ Arrêt du nettoyage à l'eau du local terre de filtration◦ Réorganisation des séquences d'embouteillage pour limiter les changements de format (et donc les nettoyages de ligne).• Crise :<ul style="list-style-type: none">◦ Arrêt de la production nécessitant des prélèvements d'eaux (élaboration avec incorporation d'eau, embouteillage)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que la politique générale du groupe PERNOD RICHARD FRANCE (PRF) intègre les mesures d'économie d'eau dans son engagement de lutte contre le changement climatique, indépendamment des seuils de gestion de la sécheresse. Cette politique a permis de réduire de 20 % les prélèvements d'eau sur les 8 dernières années (2015 → 2022).</p> <p>L'exploitant précise toutefois que l'usine a notablement été modifiée sur cette période (notamment depuis 2018) avec l'intégration de nouvelles productions, le remplacement d'une ligne de production (en cours de finition) ce qui a nécessité le remplacement de la chaudière et du groupe froid). De plus la crise énergétique de fin 2022 a également eu des effets sur le fonctionnement de l'usine. Tous ces paramètres rendent difficiles l'appréciation des mesures d'économie.</p> <p>Un affichage de sensibilisation aux éco-gestes a été mis en place au niveau de tous les points d'eau AEP.</p> <p>L'usine est équipée de plusieurs écrans numériques permettant de diffuser de l'information aux</p>

salariés, dans la salle de pause et dans les différents ateliers. Ces écrans ont été utilisés pour diffuser les messages concernant la gestion de la sécheresse et les mesures d'économie d'eau. Des exemples de message ont été présentés en séance.

L'objectif du renforcement de la surveillance de la station d'épuration est de s'assurer, au-delà du simple respect des valeurs limites de rejet, du bon niveau d'épuration des effluents et de la disponibilité des capacités de stockage. L'exploitant confirme le suivi renforcé des paramètres de fonctionnement de la step avec des fréquences journalières, hebdomadaires et mensuelles ; L'exploitant précise que des réflexions sont en cours pour examiner la possibilité de réutiliser tout ou partie des effluents.

Le forage et le point de prélèvement sur le réseau sont équipés d'un débitmètre. Ces débitmètres sont relevés tous les jours ; l'exploitant présente le registre renseigné journalièrement par le gardien du site. L'exploitant précise que de nombreux compteurs divisionnaires (une vingtaine) sont positionnés sur les principaux points de consommation ce qui permet un suivi plus précis des consommations.

L'exploitant présente le registre informatique de suivi des débits consommés.

Les poteaux incendie sont contrôlés annuellement, le dernier contrôle a été réalisé en décembre 2022. L'exploitant confirme que les essais d'extinction automatique sur la zone de dépotage ont été espacés et présente le registre mentionnant les dates des essais qui permet de confirmer cet espacement.

L'exploitant confirme que les consignes ont été données aux services d'entretien pour limiter l'usage de l'eau pour le lavage ; les sols sont nettoyés à l'aide d'auto-laveuse et il n'y a plus de lavage au jet sur l'usine. Le nettoyage du local de filtration a été suspendu.

L'exploitant précise que la nouvelle ligne en cours de mise en route intègre un équipement de Nettoyage En Place (NEP) dédié, qui permet le recyclage de l'eau et des solutions de nettoyage et le recyclage de l'eau de rinçage bouteilles/canettes.

L'exploitant présente la démarche de réorganisation des plannings de fabrication afin de limiter les nettoyages des lignes entre chaque fabrication. Cette modification implique une gestion rigoureuse des fabrications en lien avec les clients afin de garantir l'approvisionnement des produits.

En application de l'arrêté préfectoral du 23/02/2023, l'exploitant a mis en œuvre les mesures complémentaires prescrites à savoir :

- dans la semaine faire connaître les besoins prioritaires et indispensable et le point de prélèvement ;
- toutes les semaines transmettre le relevé des volumes consommés sur la semaine par usage (et le comparer aux semaines antérieures pour déterminer l'économie réalisée).

Concernant le seuil de crise l'exploitant indique que la rédaction actuelle de l'article 3.1.1 implique, en cas de passage en situation de crise, un arrêt des ateliers de production.

Après discussion, l'exploitant propose en cohérence avec les arrêtés cadres départementaux et les mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau, appliquées aux sites industriels de :

- prendre en compte les économies déjà réalisées sur les 8 dernières années ;
- fixer une restriction supplémentaire de 25 % du prélèvement au regard de la consommation moyenne sur les 5 dernières années.

Les consommations annuelles sur les 5 dernières années sont les suivantes :

2018 : 36294 m³/an

2019 : 39850 m³/an

2020 : 32547 m³/an

2021 : 30580 m³/an

2022 : 33387 m³/an

Moyenne : 34532 m³/an

Réduction de 25 % → $34532 \times 0,75 = 25899$ m³/an soit 2160 m³/mois et 500 m³/semaine.

<p>L'inspection propose de reprendre cette proposition cohérente avec les mesures de réduction en réflexion pour les sites industriels.</p> <p>Pour rappel, les dispositions actuelles de l'arrêté d'autorisation du 04/03/2004 autorisent la société PRF à prélever jusqu'à 90000 m³/an (450 m³/j et 70 m³/h). La consommation moyenne sur les 5 dernières années correspond à 38 % du volume autorisé (réduction de 62 % par rapport au prélèvement autorisé en 2004).</p>
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suites : proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'article 3.1.1

N° 2 : Bilan des mesures de gestion sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/03/2004, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation du plan de réduction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À l'issue de chaque période de déclenchement d'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'évaluation a posteriori de son plan de réduction ; • un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités ; • les coûts afférents ; • et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. <p>Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les bilans quantitatifs qui permettent de suivre les consommations depuis le passage au niveau d'alerte renforcé (AP du 23/02/2023) ainsi qu'un bilan hydrique faisant un premier retour d'expérience par rapport à la gestion sécheresse sur 2022.</p> <p>PRF présente en séance la mise à jour de ce bilan hydrique en cours, suite au passage en crise.</p> <p>L'exploitant précise qu'ils ont également prévue d'engager une étude hydrologique beaucoup plus approfondie, par un prestataire spécialisé, afin d'examiner les conditions d'utilisation d'eau et les mesures d'économie envisageable.</p> <p>Cette étude permettra de définir les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement et plus généralement au fonctionnement de l'usine.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet